

Article sélectionné dans
la matinale du 19/03/2016 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) (<http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e>)

Et si les pesticides coûtaient plus qu'ils ne rapportent ?

Le Monde.fr | 19.03.2016 à 08h03 • Mis à jour le 21.03.2016 à 13h29 | Par Stéphane Foucart (journaliste@stephane-foucart.fr)



Un fermier aspergeant ses champs de pesticides à Godewaersvelde, dans le nord de la France, le 11 juin 2013.
PHILIPPE HUGUEN / AFP

Hasard du calendrier, le lancement de la semaine mondiale des alternatives aux pesticides, organisée du 20 au 30 mars, coïncide cette année avec la publication d'une vaste étude sur les « coûts cachés » de l'utilisation de ces substances. Ce [travail](#) de longue haleine, entrepris par deux chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et publié dans la dernière édition de *Sustainable Agriculture Reviews*, est le premier à [colliger](#) l'ensemble des connaissances disponibles sur ce que les économistes appellent les « *externalités négatives* » liées à l'utilisation des produits phytosanitaires. Ce fardeau économique, estiment les chercheurs, peut dans certains cas [excéder](#) largement les bénéfices offerts par les herbicides, fongicides et autres insecticides.

Selon leurs estimations, le rapport coûts-bénéfices des pesticides de synthèse était ainsi largement défavorable aux Etats-Unis au début des années 1990. Alors qu'ils apportaient environ 27 milliards de dollars (24 milliards d'euros) par an à l'économie américaine, ils pesaient pour au moins 40 milliards de dollars... « *L'utilisation des pesticides procure des bénéfices économiques bien connus en termes de productivité de l'agriculture par exemple*, explique Denis Bourguet, chercheur au [Centre de biologie pour la gestion des populations](#) (INRA, Cirad, IRD, SupAgro [Montpellier](#)) et coauteur de ces travaux. *Mais ils entraînent aussi des coûts économiques très variés qui font l'objet de peu de travaux, voire aucun. Et lorsqu'ils sont évalués, ces coûts sont généralement lourdement sous-estimés.* »

Le peu de données disponibles n'a pas permis aux chercheurs de [conduire](#) une estimation pour la période actuelle. « *On ne peut rien dire de ce rapport coûts-bénéfices, car un certain nombre de*

produits utilisés à l'époque ont été interdits, mais de nouveaux sont aussi apparus, dont les effets ne sont pas encore pleinement connus, explique M. Bourguet. Nous ne pouvons tenter qu'une analyse rétrospective, lorsqu'il y a suffisamment de données. » Exercice d'autant plus délicat que certaines externalités sont décalées dans le temps : des maladies d'aujourd'hui peuvent être le fait d'expositions passées.

« Ces travaux, juge François Veillerette, porte-parole de l'association Générations futures, montrent que le discours sur la soi-disant rationalité économique d'une agriculture dépendant de l'utilisation massive des pesticides est largement basé sur des études incomplètes qui ne prennent pas en compte la réalité des coûts sanitaires et environnementaux. »

Lire aussi : Pesticides : des substances toxiques, invisibles et omniprésentes (/planete/article/2016/02/03/pesticides-toxiques-invisibles-et-omnipresents_4858846_3244.html)

Quatre catégories de coûts cachés

L'étude liste quatre catégories de coûts cachés : environnementaux, sanitaires, réglementaires et, aussi, frais d'évitement. Les premiers chiffrent les dégâts sur les services écosystémiques offerts par la nature (pollinisation, etc.) ; les coûts sanitaires incluent les frais de santé, la perte de productivité des travailleurs, etc. ; les coûts réglementaires englobent les fonds publics pour réglementer et contrôler ces substances, ou assainir les eaux et les milieux contaminés... Quant aux frais d'évitement, ils sont principalement induits par les excédents de dépense des ménages qui optent pour l'alimentation biologique, afin de minimiser le contact avec les pesticides.

Lire aussi : Les députés votent une interdiction des pesticides tueurs d'abeilles (/biodiversite/article/2016/03/18/les-deputes-votent-une-interdiction-des-pesticides-tueurs-d-abeilles_4885312_1652692.html)

Parmi les grands postes de dépense, les auteurs mentionnent les pertes de rendements dues aux résistances aux pesticides développées par les mauvaises herbes ou les ravageurs (soit 2,3 milliards de dollars aux Etats-Unis en 1992), la surveillance des points de captage d'eau (3 milliards de dollars aux Etats-Unis en 1992), la mortalité des oiseaux (6 milliards de dollars aux Etats-Unis en 1992), etc. « Ce qui apparaît comme le poste de dépense le plus important reste le traitement des maladies chroniques liées à l'exposition à ces substances, précise Thomas Guillemaud, chercheur à l'Institut Sophia Agrobiotech (INRA, CNRS, université de Nice -Sophia-Antipolis) et coauteur de l'étude. Mais il existe très peu d'études permettant de chiffrer précisément ces coûts sanitaires. On dispose de beaucoup de travaux sur l'exposition au tabac et à l'alcool et leurs effets, par exemple, mais presque rien sur les pesticides. »

Des études d'ampleur commencent toutefois à être menées, comme celle publiée en 2015 dans la revue *Journal of Clinical Endocrinology and Metabolism*. Elle estimait les dégâts sanitaires de l'exposition de la population européenne aux seuls pesticides organophosphorés et organochlorés à quelque... 120 milliards d'euros par an. « Lorsqu'on envisage des changements de pratiques agricoles, comme c'est le cas avec le plan Ecophyto [destiné à réduire de moitié l'usage de pesticides à l'horizon 2025], on n'évalue généralement que les impacts sur les systèmes agricoles, explique M. Guillemaud. Notre principale conclusion est qu'il est urgent de produire et de rassembler les connaissances nécessaires pour évaluer correctement les effets économiques de ces changements de manière beaucoup plus large. »

Lire aussi : Des pesticides en doses toujours plus massives dans les campagnes (/planete/article/2016/03/09/des-pesticides-en-doses-toujours-plus-massives-dans-les-campagnes_4878990_3244.html)

L'économiste de l'agriculture Marion Desquilbet, chercheuse (INRA) à la Toulouse School of Economics (TSE), qui n'a pas participé à l'étude, salue « un travail énorme, qui ouvre une boîte de Pandore ». « Les auteurs ont conduit leur analyse de manière assez conservatrice sur plusieurs aspects, estime cependant M^{me} Desquilbet. Ils n'ont ainsi pas pris en compte les effets des pesticides sur les malformations congénitales, de la surproduction agricole sur l'obésité, etc. Il aurait aussi été possible d'inclure les "externalités sociales" liées à l'utilisation des pesticides : ces derniers

jouent sur la taille des exploitations, l'emploi, le tissu social ... » Des questions si diverses qu'il serait illusoire de chercher à y répondre sans recours à une expertise collective pluridisciplinaire.